



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 23 OCT. 2025

portant modification des prescriptions à la société VALFF ENROBES
à exploiter une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers
située 11 route de Meistratzheim à VALFF (67210)

AIOT : 0006701614

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1990 autorisant la société VALFF ENROBES (ex STRASAL SARL) à exploiter une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers au lieu-dit "Oberbruch" à VALFF ;
- VU le porter à connaissance du 1^{er} juillet 2025, par lequel la société VALFF ENROBES a informé le préfet du remplacement de l'outil de fabrication existant par une installation fixe d'enrobage à chaud type TRX80 et de l'implantation d'un nouveau hangar de stockage de matériaux ;
- VU le rapport et les propositions de l'Inspection des installations classées en date du 11 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification est instruite dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que néanmoins aux vues de l'évolution des nomenclatures depuis l'arrêté en vigueur, il est suggéré une mise à jour de son article 1^{er} ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

L'article 1 de l'arrêté préfectoral 23 novembre 1990 est remplacé par le tableau suivant :

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est
14 rue du Bataillon de Marche N°24 - BP 10001 - 67050 STRASBOURG cedex
www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr

Rubrique	Désignation de l'activité	Quantité	Régime
2521-1	Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers 1. A chaud	Poste d'enrobage continu 360 tonnes/heures	A
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 500t	-Stockage de bitume d'un volume de 240 m ³ -Stockage d'émulsion de bitume de 50 m ³ Soit une capacité totale de 290 t	D
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2) Supérieure à 10 000 m ² ,	Aire de stockage de granulats naturels et d'agréats d'enrobés d'une superficie de 27 500 m ²	E
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : Essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités Souterraines étant : 2) Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	60 m ³ soit 70 tonnes de fioul	DC
2515-1b	1. installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 La puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Puissance installée inférieure à 200 kW	D

Article 2 : Prescriptions techniques

Les prescriptions et les obligations définies dans l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1990 susvisé sont intégralement applicables.

Article 3 : Modalités d'exécution, voies de recours

Article 3.1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3.3 – Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 3.4 – Publicité

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 3.5 – Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

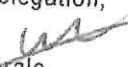
Article 3.6 – Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'Inspection des installations classées ;
- l'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société VALFF ENROBES et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Valff.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

